

# Viva Cité

LE JOURNAL DES QUARTIERS DE STRASBOURG

Du 28 mars au 12 avril 2014 > n° 8 • 1,50 €



## Les libraires s'accrochent

La vente de livres en ligne ne cesse d'augmenter. Malgré cette concurrence, les commerces strasbourgeois affichent un bilan de santé satisfaisant.

# La Meinau face au djihad

Après le décès présumé en Syrie de deux jeunes originaires du quartier, les habitants s'interrogent sur ce qui a pu les pousser à s'engager dans le conflit.

**Q**uel père, quelle mère, voudrait voir son fils aller se faire tuer en Syrie ? » Ces mots sont ceux de Kader, 70 ans, dont vingt passés à la Meinau, derrière le comptoir du Canastel, son salon de thé. Comme une majorité des habitants du quartier, c'est un sentiment d'incompréhension et de colère qui l'anime. Depuis janvier 2014, pas moins de 18 jeunes strasbourgeois seraient partis pour la Syrie afin d'y mener le djihad et prétendre mourir en martyrs. Parmi eux, deux frères de 25 et 27 ans, originaires de la Meinau, seraient tombés sous les balles du régime syrien. Ils étaient partis sans prévenir à la mi-décembre. Un mois plus tard, la famille apprend la terrible nouvelle par un SMS venu du front. Depuis, le quartier est sous le choc et ses habitants s'interrogent.

Mais si le sujet est sur toutes les lèvres, il reste cantonné à l'intimité. Tous veulent protéger les familles, par pudeur et non par honte. Abdel\*, père de famille de 40 ans qui fréquente la mosquée de la rue Baggersee rapporte : « On ne veut pas parler car on a peur que cela se retourne contre nous ». Selon Karim\*, présent à ses côtés, « certains ont pleuré dans les mosquées. On en a beaucoup parlé entre nous et les imams ont condamné ce geste ». Maître de conférences à l'IEP de Strasbourg, Jean-Louis Clément confirme : « Pour l'imam de la Meinau, Saliou Faye, le djihad n'est pas comme une croisade armée, mais comme un effort que l'on fait sur soi-même, une sorte d'équivalent de l'ascèse pour les chrétiens ».

En réaction au décès des deux frères, le collectif Touchez pas à nos jeunes s'est mobilisé courant janvier pour faire sortir le sujet de la sphère privée. Le 8 février s'est tenue une réunion publique pour interpellier les autorités et les habitants. Saliou Faye, Jean-Louis Clément et plus de 200 personnes étaient présents.

Pour Mohamed Benazzouz, porte-parole du collectif et de l'association l'Eveil, qui gère la mosquée de la Meinau, « on n'a pas anticipé leurs départs. J'ai eu du mal à y croire, surtout ces jeunes là. C'est pour ça qu'on a décidé de créer ce collectif, pour informer sur ce fléau ».

La mort des deux frères restant sans confirmation officielle, Mohamed Benazzouz a interpellé l'Etat français, par une lettre écrite au nom du collectif et de la famille, pour faire la lumière sur cette situation.

## Un sentiment d'abandon

Une question persiste : « Pourquoi nos jeunes ont-ils envie de partir et de mourir à des milliers de kilomètres ? », s'exclame Ahmed\*. A entendre les habitants, la principale réponse réside dans le manque d'intégration. « Ces jeunes se sentent abandonnés. Ils ne trouvent pas leur place au sein de la société et se sentent inutiles »,



■ Mohamed Benazzouz, porte-parole de Touchez pas à nos jeunes.

## 400

Français sont partis en Syrie depuis le début du conflit en 2011. 200 seraient encore sur place.

## Un quart

des djihadistes français sont des convertis radicalisés récemment.

## 13

Français seraient morts en Syrie, si le décès des deux frères de la Meinau était confirmé.

analyse Jean-Louis Clément. Kader, nostalgique, regrette le temps où « on arrivait en France et on avait du boulot ». Dans une cité lourdement frappée par le chômage, mourir pour ce qui semble une noble cause serait ainsi une échappatoire. Pour Karim\*, la France n'a pas à intervenir en Syrie « c'est d'abord ici qu'il faut agir. Il faut aider les jeunes à s'intégrer, à trouver du travail, une situation ».

Quant au recrutement, l'une des principales sources est internet. « Les gamins se font laver le cerveau par des charlatans. On leur promet mille choses, mais au bout il n'y a que la mort », souligne Abdel. Il est en effet facile, en quelques clics, de trouver des dizaines de forums ou de profils Facebook faisant l'apologie du djihad. Les vidéos de décapitations et de combats de djihadistes qu'ils diffusent peuvent avoir un fort impact sur les jeunes. « Internet, ça nous échappe. En tant que parent, je suis perdu. A nos âges, on est dépassé », déplore Kader. Abdel\*, quant à lui, est devenu plus vigilant. « J'ai deux enfants. On parle, je leur explique, je les conseille. Je fais gaffe aux sites internet qu'ils visitent, mais je ne pourrai pas toujours être là. »

Pour Mohamed Benazzouz, « la construction du message de propagande se faisant sur internet, c'est là qu'il faut le déconstruire ». Il en appelle à « une réaction importante de l'Etat pour freiner ce fléau et pour mieux accompagner les familles ». D'autant plus que la Meinau n'est pas le seul quartier concerné. Sont aussi touchés l'Elsau, Cronenbourg et le Neuhof, même s'il est difficile de quantifier précisément le nombre de départs à l'échelle de Strasbourg.

**Jean Chamoulaud  
Sébastien Duhamel**

\*Les prénoms ont été modifiés.

# Prochaine station : Paul Eluard

Trois nouvelles stations prolongent la ligne de tram D depuis novembre 2013. Les usagers s'approprient le nouveau moyen de transport.

Depuis le 30 novembre, la ligne D du tramway dessert trois nouvelles stations, dont celle de Paul Eluard. Les habitants de Hautepierre gagnent en mobilité grâce à cette extension qui a coûté plus

de 30 millions d'euros. Ses retombées se font aussi sentir sur les commerces, mais de façon différente selon qu'ils sont situés au nord ou bien au sud de l'autoroute A351.

Dorénavant, plus d'un millier de voyageurs par jour descendent à la station Paul Eluard pour rejoindre le centre commercial Auchan qui, jusque-là n'était accessible en tram que par la station Cervantès. C'est le cas de Samira Garadi. Les bras chargés de sacs, elle explique que « pour aller au magasin, c'est plus rapide de venir ici que de passer par Cervantès ».

Cependant, de l'autre côté de l'autoroute A351, les usagers n'empruntent pas le tram pour se rendre dans les commerces. Après plus de 18 mois de travaux, la plupart des commerçants s'accordent à dire qu'ils ne voient pas, pour le moment, d'impact sur la fréquentation de leurs enseignes.



© Sébastien Dunamel/ CUEJ

« Le magasin n'a pas gagné de clients supplémentaires », déclare Sonia Pellegrini, adjointe à la direction du magasin Tati. Du côté de Plumy Park (aire de jeux pour les enfants jusqu'à 13 ans), Nicolas Redouble, le gérant, se satisfait un peu plus de cette extension : « C'est plus facile pour les gens de venir, il y a davantage de trams. Avant, ils devaient s'arrêter à Dante ».

Les commerçants voient quand même un avantage à l'arrivée du tramway : une valorisation de leurs magasins. « C'est visiblement plus sympa et plus propre. Le quartier bouge plus », explique Stéphane Lambert, le responsable d'Intersport qui a vu les abords de son magasin réhabilités avec la construction de la ligne de tram.

Cependant, même si le tram n'attire pas de nouveaux clients dans ces magasins, leurs salariés, eux l'ont adopté. C'est le cas pour quelques employés du magasin Tati, dont l'adjointe explique que « ça nous avance un peu. On monte à la station Paul Eluard au lieu de Hautepierre Maillon (devenue Cervantès) ».

**Amaury Tremblay**

## Caméra au poing, balle au pied

Originaire de Hautepierre, Hanan Omar Farah a filmé les joueuses de foot de son quartier. Typiquement masculin, ce sport s'ouvre progressivement à l'autre genre.



© Julien Pruvost/ CUEJ

Les joueuses du club Hautepierre futsal s'entraînent au gymnase de la maille Brigitte.

Je voulais d'abord écrire un livre sur Hautepierre. Mais j'ai préféré me tourner vers la vidéo », explique Hanan Omar Farah, 21 ans, l'auteur du court-métrage, *Les demoiselles du foot*. Réalisatrice amatrice et joueuse elle-même, c'est la première fois que cette enfant de Hautepierre passe derrière la caméra. Un décryptage de dix minutes réalisé à la fin de l'été 2013, sur ces filles du quartier qui, depuis quelques années, aiment chausser les crampons. Début janvier, un premier épisode composé d'interviews de jeunes sportives locales a été diffusé sur Youtube. Mi-mars, il totalise près de 90 vues.

Hanan Omar Farah a réalisé sa vidéo alors qu'elle effectuait son service civique à l'association Horizome, présente dans le quartier depuis 2009 et qui regroupe artistes et anthropologues.

**18** joueuses pratiquent le foot en salle à Hautepierre.

Grégoire Zabé, professeur d'arts décoratifs, l'a accompagnée. Avec du matériel fourni par l'association, tournage et montage ont été bouclés en un mois.

Pour son projet, la jeune femme s'est inspirée de la troisième partie du documentaire *Hautepierre Triptyque*, réalisé dans les années 1990 par l'écrivain Patrice Müller. Il y retrace le rôle des femmes dans ce quartier.

Le film de Hanan Omar Farah est fondé sur un constat : à Hautepierre, « les filles ne sont plus des garçons manqués parce qu'elles jouent au football ». Depuis cinq ans, elles peuvent pratiquer le football en salle (futsal) au centre social et culturel Le Gallet. Elles peuvent aussi participer à des compétitions grâce au club Hautepierre futsal, créé en 2012. Il s'agit d'une réelle révolution à Hautepierre : « les premiers matchs que je faisais, c'était en tant que remplaçante auprès des équipes de garçons, se souvient Nora Massaoudi, 17 ans. Maintenant les filles et moi, on a notre propre équipe ».

Le tournage du deuxième épisode devrait débuter courant avril. Il serait consacré aux footballeuses en salle. Il pourrait s'appuyer sur les commentaires d'historiens ou d'autres experts. Dans le but de « creuser encore plus la problématique soulevée dans le premier épisode », précise Grégoire Zabé.

**Julien Pruvost**

# Le campus se met au vert

*L'aménagement d'un parc à l'Esplanade concrétise un projet vieux de cinquante ans. Il devrait ouvrir davantage l'université sur la ville.*

**D**epuis le mois d'octobre, de grands travaux transforment l'austère campus de l'Esplanade en un parc. Au croisement des rues Descartes et Pascal, qui deviendront des allées arborées de tilleuls et de châtaigniers, le futur parc se déploiera sur le parvis de la faculté de droit et ses alentours. Une fois terminé, normalement au printemps 2015, le nouveau parc fera dix hectares, soit à peu près la superficie de celui de la Citadelle.

Ce projet remonte à la construction du campus dans les années 1960. Faute de temps et de moyens, il a été sans cesse repoussé. Cette fois-ci, grâce aux 11 millions d'euros débloqués par l'Opération campus, le plan national de modernisation des universités françaises, le parc commence à voir le jour. « Généralement, les aménagements extérieurs sont les parents pauvres de l'université. Cette fois-ci, on a voulu faire l'inverse », explique Yves Larmet, vice-président de l'Université en charge du patrimoine. Cette priorité reste relative. Par exemple, la création d'une Maison universitaire internationale, sur l'île Malraux, coûtera 17 millions d'euros.

## Une nouvelle dynamique

« Le but avec ces travaux, c'est de refaire au niveau de l'Esplanade ce qui avait été fait au XIX<sup>e</sup> siècle avec le campus impérial. On essaye vraiment de rééditer le même schéma : celui d'une université ouverte sur la ville », précise Yves Larmet. Parallèlement, l'université en profite pour rénover ses infrastructures : canalisations, câblages électrique et internet, arrivées d'eau potable et évacuations des eaux industrielles, tout y passe. La création de surfaces végétales plus vastes devrait aussi permettre d'absorber naturellement de plus



■ **Commencé en octobre, l'aménagement du parc devrait être terminé en 2015.**

**10** hectares de parc seront déployés sur le campus de l'Esplanade



grandes quantités d'eaux de pluie. Grâce aux nouvelles pelouses et au lierre rampant, les égouts du campus seront moins sollicités, ce qui devrait faire baisser les coûts d'assainissement. Pour Agnès Daval, en charge du dossier chez Digitale Paysage, le cabinet de paysagistes d'Imbsheim, la dimension écologique est au cœur du projet : « Pour nous, il s'agit d'allier impératifs écologiques et considérations esthétiques ».

## Emoi au sujet d'arbres abattus

Chaque nouvelle plante apportée sur le campus a été choisie selon cette double logique. Les nouvelles fleurs permettront aux abeilles du jardin de l'Observatoire, tout proche, de trouver un nouvel espace de butinage. Agnès Daval a intégré la notion de développement durable : « Le but est de laisser le parc s'épanouir sur les 50 à 80 années à venir. On travaille à partir d'un matériau vivant : il faut laisser du temps au temps », ajoute-t-elle. En attendant, des habitants de l'Esplanade s'inquiètent de l'abattage d'arbres existants. Début mars, l'Université a dû expliquer pourquoi elle faisait couper des

plantations. Si certains arbres s'avèrent malades, d'autres ont été endommagés par les travaux... Autres mécontents : les automobilistes qui garent leurs voitures sur les parkings du campus. Etudiants, employés de l'Université ou simples riverains, beaucoup craignent que la suppression des places de stationnement situées rue Descartes ne leur complique la vie. Déjà en 2010, bon nombre de places sur le campus avaient disparu et le stationnement dans les rues alentours était devenu payant. « C'est l'un des rares endroits de la ville où l'on peut encore se garer gratuitement, et souvent je suis obligé de me garer à l'autre bout du quartier », raconte Mathieu Estermann, étudiant en master STAPS. Henri Gaudier, responsable de la commission développement local de l'ARES, l'association des habitants de l'Esplanade, tempère cette crainte. Il se réjouit d'avance de la plus grande intégration du campus dans le quartier : « Par le passé, le campus a fonctionné comme un monde à part. Mais maintenant, avec tous les étudiants qui habitent dans le quartier et le grand parc en construction, il s'intègre de plus en plus dans le paysage et dans la vie de l'Esplanade ».

**Arnaud Salvat**

# Une réforme a minima

*Pour la première fois, les électeurs désignent leurs conseillers communautaires. Illkirch et Schiltigheim gagnent au change, quand la parité demeure toute relative.*

Lors des élections municipales, les bulletins de vote comporteront deux listes. Sur la première, habituelle, figurent

les noms des candidats au conseil municipal. Sur la seconde seront listés les candidats au poste de conseiller communautaire, représentants de la commune auprès de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS). « *L'électeur saura à présent qui il envoie à la CUS le soir du scrutin* », résume Henri Krauth, conseiller municipal et communautaire (PS) d'Illkirch-Graffenstaden. Jusqu'à présent, les élus de la CUS étaient désignés par les 28 communes membres lors d'une réunion du conseil municipal.

## « Une démarche de transparence »

Cette seconde liste, dite intercommunale, a été introduite par deux lois de 2010 et 2013 avec l'objectif de donner plus de légitimité aux intercommunalités. Comme l'explique Michel Koebel, docteur en sciences sociales et maître de conférences à l'Université de Strasbourg, « *l'intercommunalité va devenir, à terme, le vrai centre du pouvoir. Le Plan local d'urbanisme, par exemple, qui est au centre des prérogatives communales, vient d'être transféré à l'échelle intercommunale* ».

« *Il s'agit d'une démarche de transparence* », estime Martine Castellon (PS), adjointe chargée des sports à la mairie d'Illkirch. Jacques Bigot, actuel président de la CUS et maire (PS) d'Illkirch-Graffenstaden, considère cependant que ce changement « *ne modifie pas grand chose dans les faits* », les noms des candidats étant presque identiques sur les deux listes, en raison du système de fléchage. « *Avec ces élections, on souhaite donner une apparence démocratique à l'intercommunalité. Mais le choix des électeurs*

*sur la composition des listes de délégués communautaires est inexistant. On peut difficilement appeler cela un suffrage direct* », estime Michel Koebel.



© Cécile Pollart / Cuej

**30% des élus à la CUS sont des femmes.**

**95**

élus siègeront à la Communauté urbaine de Strasbourg.

Ce nouveau conseil de CUS compte cinq membres de plus, soit 95 au total. Avec 47 sièges, Strasbourg va perdre un délégué communautaire, ne disposant ainsi plus de la majorité, conformément aux objectifs de la nouvelle loi. Pour Henri Krauth, ce « *léger rééquilibrage en faveur des communes environnantes pourrait amener Strasbourg à faire des alliances* ». « *Il est possible que cette nouvelle répartition change la donne* », analyse pour sa part Doris Hahn, maire (UMP) d'Eckwersheim. *Quand il s'agira de sujets strasbourgeois, les autres communes pourront s'opposer, si elles se mettent d'accord.* » Illkirch-Graffenstaden et Schiltigheim, les deux communes les plus importantes après Strasbourg, vont chacune gagner trois délégués, et compteront respectivement sept et huit conseillers communautaires. Raphaël Nisand, maire (PS) de Schiltigheim, s'en réjouit : « *Notre ville aura plus de poids dans les différents arbitrages, puisque même si les conseillers strasbourgeois demeurent les plus nombreux, ils sont aussi divisés*

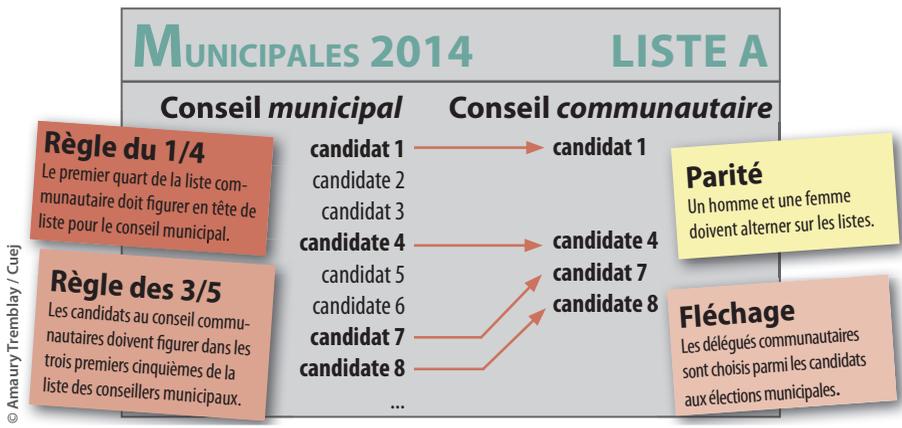
*politiquement et ne votent pas dans le même sens.* »

## A l'épreuve de la parité

Autre changement de taille pour la CUS, qui compte pour l'instant 28 conseillères : la parité des listes devient obligatoire. Actuellement, en dehors de Strasbourg, seule commune à appliquer la parité, elles ne sont que cinq femmes à siéger, dont deux maires, Sophie Rohfrisch (UMP) à Lampertheim, et Doris Hahn (sans étiquette) à Eckwersheim. Cette dernière se félicite d'un changement « *susceptible de féminiser la composition du conseil. La disparition du panachage peut amener plus de parité* ».

Jusqu'ici, les petites communes qui n'ont qu'un représentant au conseil communautaire y envoyaient en priorité leur maire. « *De nombreux maires qui siégeaient à la CUS vont devoir laisser la place à leur seconde de liste* », prévoit Raphaël Nisand. Du coup, la composition du bureau exécutif, qui doit désormais être paritaire, promet des négociations houleuses. Pour les métropoles comme Strasbourg, le nombre de vice-présidences a été limité à 20, soit dix hommes et dix femmes. Les places vont être chères pour ces messieurs, actuellement au nombre de 17 sur 22 au sein du bureau sortant.

**Cécile Pollart**



# Hypnose : la guerre des formations

*Ouvertes à tout le monde, les formations de « praticien en hypnose » se multiplient. Au grand dam du milieu médical qui voudrait réserver cet enseignement aux seuls professionnels de santé.*

**E**n 2013, Psynapse, un nouvel institut de formation à l'hypnose et aux thérapies brèves, ouvrait ses portes à Strasbourg. Il rejoint Elide formation et l'Institut Milton H. Erickson de Strasbourg Alsace (IMHESA), les deux autres écoles implantées sur la place. Cette ouverture est révélatrice du succès grandissant de l'hypnose auprès du public.

Dentistes, médecins, sages-femmes, infirmières... Beaucoup de professionnels peuvent recourir à l'hypnose. Celle-ci « *doit son développement au milieu médical* », remarque Cécile Colas-Nguyen, sage femme et praticienne en hypnose. Le « *bien-être* » ressenti par les patients en état de transe hypnotique « *limite leur stress et leur pression pendant une intervention médicale* », poursuit-elle. Certains dentistes proposent à leurs patients « *d'associer le bruit de la fraise à un bruit qui les relaxe, comme celui d'une fontaine par exemple* », affirme Christophe Koenig, formateur chez Psynapse. Dans les situations d'urgences, le SDIS67 recourt à la technique de la distorsion du temps : l'intervention paraît alors beaucoup plus courte aux personnes blessées prises en charge que sa durée réelle.

Ces techniques permettraient de soigner des problèmes d'intensité variable : de l'envie d'arrêter de fumer ou de perdre du poids à des maux plus profonds comme l'anorexie. Pour soigner les patients, il faut les plonger dans un état de « *transe hypnotique* », un état de conscience modifiée, pour que les solutions à leur problème leur « *apparaissent évidentes* », selon Christophe Koenig.

## Pas besoin de formation médicale pour hypnotiser

Les praticiens peuvent venir de tous horizons, pourvu qu'ils aient suivi une formation de quelques jours avant de pratiquer l'hypnose en cabinet.

Mais beaucoup jugent inadmissible que l'hypnose soit pratiquée par des personnes qui ne sont pas issues de formations médicales. Présent au forum Terra hypnosia tenu à Strasbourg en mai 2013, qui avait réuni plus de 170 conférenciers internationaux, le président du collège d'hypnose ericksonienne Laurent Gross, attaque les non-professionnels de la santé : « *L'hypnose est un outil thérapeutique, mais l'hypnose en soi n'est pas thérapeutique* ». En comparant l'hypnose à « *un scalpel qui fait une*



**150 à 200**

euros par jour pour une formation à l'hypnose.

**8**

jours de formation au minimum sont requis pour ouvrir un cabinet d'hypnothérapie chez Psynapse.

*intervention* », il juge anormal que « *n'importe qui* » puisse l'utiliser. A ses yeux, une formation médicale est indispensable pour pouvoir gérer tous les types de patients, notamment ceux qui souffrent d'une maladie mentale, ainsi que la phase post-hypnose. Si le patient subit une mauvaise sortie de transe hypnotique, il peut être sujet à des maux de tête, par exemple. L'IMHESA partage cette position. Sur son site internet, le message est clair : « *L'hypnopraticien ne facilitera ni ne soutiendra la pratique de l'hypnose par des personnes non qualifiées* ».

Pour d'autres hypnopraticiens, ces tensions reflètent un mal français : celui de l'importance donnée aux diplômes. A leurs yeux, avoir suivi des études médicales n'est pas nécessairement un gage de sérieux. « *Parmi les personnes*

## L'école ericksonienne

**C**ontrairement à l'hypnose traditionnelle, selon la méthode de Milton Erickson — un psychologue et psychiatre américain — le praticien guide son patient en utilisant des métaphores ou des récits pour atteindre son inconscient. Pour le spécialiste américain, l'inconscient est un réservoir de ressources qui permet de trouver les solutions les plus adaptées à nos problèmes. L'hypnose ericksonienne s'applique, entre autres, aux troubles alimentaires, aux troubles obsessionnels compulsifs, à la dépression, aux allergies ou encore aux phobies.



© Alix Van Pée/Cuej

■ **Pierre Bouthier**, praticien en hypnose ericksonienne dans le Neudorf : « Jusqu'ici, je n'ai pas eu besoin de faire de la communication pour avoir des patients ».

que je forme, certaines ont suivi des formations médicales et sont mal dans leurs baskets », déclare Cécile Colas Nguyen. De son côté, Pierre Bouthier condamne une éventuelle limitation de l'utilisation de l'hypnose au domaine médical. Une idée « à visée protectionniste » pour certains métiers selon lui, et le résultat « d'un lobby très intense des médecins ».

Autre objet de critiques des professionnels de la médecine : le coût de certaines formations. Certains jugent que les écoles ouvertes à tous se développent car elles rapportent gros. « Il y a de l'argent à gagner, donc les escrocs et les charlatans s'y mettent », déclare Laurent Gross. Le coût des formations oscille entre 150 et 200 euros par jour dans les trois écoles. Chez Elide formation, l'apprentissage en hypnothérapie dure 20 jours et coûte 2970 euros pour une personne privée. Dans certaines écoles, les formateurs sont issus du même parcours. que leurs élèves Il est donc possible de devenir formateur sans être un professionnel de la médecine, comme chez Psynapse.

### Vers une régulation de la pratique

Devant ce paysage trouble, des mesures législatives pour réguler les formations et la pratique de l'hypnose seraient en cours d'élaboration. Elles pourraient conduire à la mise au point d'un certificat unique dans les écoles et à limiter la formation aux professionnels de la santé. Il restera alors à déterminer exactement les métiers concernés par cette mesure.

## « Je n'ai pas réussi à contrôler ma supériorité »

Deux affaires de violence ont été jugées, le 4 mars, par le tribunal correctionnel de Strasbourg.

Dans la nuit du 26 janvier, à Strasbourg, Wakoupa K. et son frère Guillaume ont passé à tabac un jeune homme qu'ils ne connaissaient pas. Selon eux, l'alcool et les problèmes de couple de Wakoupa, le plus âgé, les auraient poussés à l'acte. Alors que leur future victime détachait son vélo, les deux frères, âgés de 19 et 27 ans, sortent d'un immeuble, éméchés. Wakoupa K. a alors donné un coup de pied au postérieur du cycliste qui leur tournait le dos. Le plus jeune des deux l'a ensuite immobilisé, pendant que l'autre l'a roué de coups. Le 4 mars, lors de l'audience en comparution immédiate, le président Jean-Baptiste Poli insiste : « Alcool, dispute ou colère, aucune explication ne tient la route pour expliquer cette violence gratuite ». Frappée de huit jours d'incapacité, la victime a subi plusieurs opérations chirurgicales à la tête, notamment aux sinus, et souffre toujours de maux de tête.

Verdict : 30 mois de prison, dont six avec sursis et un an de mise à l'épreuve pour Wakoupa K., avec obligation de se soigner, de travailler et d'indemniser la victime. De son côté, Guillaume K. a écopé de 18 mois de prison, dont six avec sursis et une année de mise à l'épreuve, avec les mêmes obligations que son frère. Quant à Max N., 30 ans, ce n'est pas une inconnue qu'il a frappée, mais sa concubine qui porte son enfant. La scène se déroule le 20 février, à la station de tram Deux-Clefs, après une visite chez le gynécologue. Sa compagne lui demande de ne plus fumer en sa présence, car elle a des nausées. Mécontent, il la pousse en arrière et profère des menaces. La jeune femme décide de partir à pied. Son compagnon, avec qui elle vit depuis deux ans, la rattrape, la plaque contre un mur et lui assène un coup de poing au ventre. Les larmes aux yeux, la future mère, enceinte de quatre mois au moment des faits, crie à l'aide et tente d'atteindre le commissariat d'Illkirch, rue Jean-Jaurès. Aux passants qui s'inquiètent, Max N. assure que tout va bien, que ce sont les désordres hormonaux provoqués par la grossesse qui mettent sa compagne dans cet état. Ils finissent par retourner chez eux, avant que la victime ne porte plainte. L'expertise psychologique révèle que Max N. a un caractère narcissique surdéveloppé. « Je n'ai pas réussi à contrôler ma supériorité », tente-t-il de se justifier. Il écope de 10 mois d'emprisonnement, dont six avec sursis, accompagnés de deux ans de mise à l'épreuve. Il doit indemniser la victime et n'a plus le droit de la revoir, en dehors du respect des droits paternels.

**Julien Pruvost**

## SDIS67

Service départemental d'incendie et de secours du Bas-Rhin



■ Les Jeunes pop attendent Fabienne Keller au Centre culturel du Neudorf, le 5 mars.

## Dans les pas des jeunes militants

Rares, mais précieux, les jeunes militants battent le pavé durant la campagne des élections municipales de mars : tractage, porte-à-porte, réunions, meeting, leur planning est bien rempli. Le matin, ils se consacrent à la distribution de tracts sur les marchés et vont à la rencontre des électeurs. Le soir, ils font du porte-à-porte, ou bien, armés d'un seau et d'un balai, ils collent les affiches de leurs candidats.

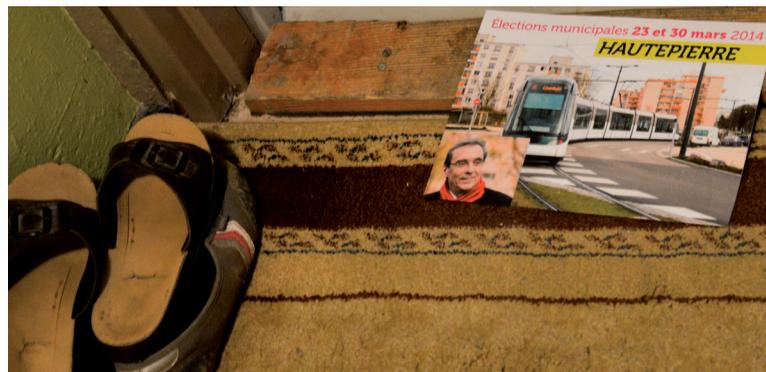
Ils sont plusieurs dizaines issus de tous les bords politiques (MJS, Jeunes pop, Front de gauche, Jeunes écologistes, FNJ) à vouloir convaincre les électeurs.

Sur le terrain, l'accueil est parfois glacial. Pendant les porte-à-porte, de jeunes militants doivent parfois essuyer des remarques peu aimables : « Je vous emmerde, je vote Front national », ou « c'est pas la peine de déranger les gens pour ça ! » Des remarques qui ne les empêchent pas de continuer.

Les militants concentrent leur action dans les quartiers où ils estiment leurs chances de gagner des votes les plus élevées. Hautepierre, Cronenbourg, Neudorf sont privilégiés par les Jeunes socialistes. Les Jeunes pop se concentrent sur le centre ville. Le Front de gauche cible davantage le quartier Vauban et le quartier de la Gare.

Quelque soit leur étiquette, ces jeunes militants resteront mobilisés jusqu'au jour du vote.

**Milena Peillon**



■ Les Jeunes socialistes font du porte-à-porte à Hautepierre, le 6 mars.



■ Les militants du Front de gauche au marché du boulevard de la Marne, le 22 février.



■ Un militant des Jeunes pop au Faubourg-National, le 5 mars.



■ Sur le quai des Bateliers, les Jeunes écologistes pour une ville « sans voiture », le 22 février.



■ Au local de campagne du PS, rue Kageneck, le 12 mars.

# Librairies : les indépendants

*Proximité et diversification permettent aux petits libraires de résister à la crise qui frappe les grands groupes de l'industrie culturelle.*



©Sophie Guignoni/Cutej

Les fermetures de Virgin en 2013 et d'Alice Mediastore en 2006, situés tous deux rue du 22 Novembre, comme la baisse de 10% par an des ventes de la Fnac depuis 2011, peuvent donner à penser que le secteur du livre est en crise. Ce n'est pas l'avis de la trentaine de libraires indépendants de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) qui, pour la plupart, voient leur chiffre d'affaires augmenter légèrement. Tablant sur leur implantation locale, les libraires ont un atout que les grandes chaînes n'ont pas : la proximité qui les lie à leur client. Cela les met davantage à l'abri de la concurrence des sites de vente sur internet. Si beaucoup de lecteurs achètent en

ligne, y compris parmi les plus fidèles clients des libraires indépendants, la fréquentation des commerces n'a pas diminué pour autant. « *Quand votre libraire vous appelle par votre prénom, vous avez l'impression d'être quelqu'un* », confie Sabine Andres, cliente fidèle de trois librairies indépendantes de la CUS.

## Un conseil personnalisé

Pour les libraires, la vente passe aussi par le conseil et la passion du livre. Quand un client entre dans un tel magasin, c'est souvent parce qu'il ne sait pas exactement ce qu'il cherche. En plus d'une certaine proximité due à la petite superficie de ces lieux, il y trouve un vendeur averti et disponible qui sait le conseiller utilement.

■ **La librairie Usage du monde, à Cronembourg, organise fréquemment des événements. Ici, le vernissage d'une exposition photo, le 7 mars.**

## 17 900

C'est le nombre d'ouvrages vendus par la librairie Usage du monde en 2013.

Chacun y va de sa stratégie. Dans l'une des plus grandes librairies indépendantes du centre, Quai des brumes, des post-it sont placés sur les livres qui ont plu aux propriétaires et employés. On peut y lire leur ressenti, petit rajout personnalisé fixé à la quatrième de couverture. « *On fait ça depuis la création de la librairie, il y a 30 ans, sur les ouvrages qu'on a aimés. Les clients nous font confiance. Et quand, après lecture, ils ne sont pas d'accord avec ce que nous leur avons promis, ils nous le font savoir. Les retours sont toujours très constructifs, et on les prend en compte* », raconte Arnaud Velasquez, co-propriétaire du magasin. Selon lui, « *c'est le b.a.-ba pour un commerçant de discuter avec les clients.* » Vendre des livres n'est pas toujours

# tirent leur épingle du jeu

suffisant pour dégager assez de recettes. Certains libraires proposent donc souvent des produits ou un service en plus. La diversification apporte une valeur ajoutée, susceptible d'attirer de nouveaux clients.

La librairie Kléber, par exemple, a un rayon papeterie, tout comme Ehrengarth à Neudorf. Soif de Lire, à quelques pas du tribunal, est, comme son nom l'indique, une librairie-café, mais on y trouve aussi des jouets issus de l'artisanat. « Depuis un an et demi, je vends des jeux fabriqués localement et ça marche bien, explique Jennifer Le-Morvan, sa propriétaire. Ce sont des jeux de qualité, qui ont un certain coût. Mais, comme pour les livres, si les clients en achètent ici, c'est qu'ils ne cherchaient pas un jeu lambda trouvable dans n'importe quel supermarché. »

La vente de produits dérivés, comme des figurines ou des statuettes, est aussi une option, principalement chez les vendeurs de mangas et bandes dessinées comme Cyclops comics, Vent divin ou JD BD. On y trouve également des jeux de société, des jeux de rôle, des accessoires.

## A la rencontre des auteurs

Autre manière d'attirer les clients : organiser des rencontres avec les auteurs. C'est ce que font de nombreuses librairies généralistes, à raison de trois à quatre fois par mois pour les plus grandes ou les plus dynamiques. La librairie Kléber accueille surtout des grands noms de la littérature, comme Erik Orsenna qui est venu début mars. « Ces rencontres restent très formelles dans la grande salle blanche.

Les dédicaces se font à la chaîne », déplore Céline Lapertot, auteure de *Et je prendrai tout ce qu'il y a à prendre*. A l'inverse, les petites librairies offrent la possibilité d'échanger avec les auteurs.

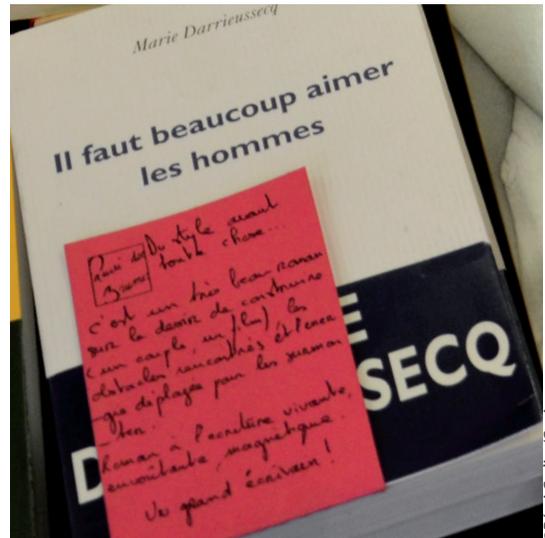
De telles rencontres apportent de la visibilité à ces commerces et permettent de révéler des auteurs peu connus du grand public. « Sur les comptoirs des petites librairies, il y aura toujours de très bons livres, et pas forcément des best-sellers. C'est souvent l'inverse dans les grandes chaînes de distribution que je trouve impersonnelles », rajoute l'auteure.

## Internet pour contrer Amazon

Mettre l'accent sur la proximité, c'est la carte que jouent les libraires indépendants pour faire face au principal vendeur de livres : Amazon. « Qu'on soit petit ou grand libraire, il faut aller sur Internet, sinon on est invisible. Le client moyen n'existe plus, les lecteurs sont versatiles », estime Dominique Ehrengarth, président de l'Association de libraires indépendants du Rhin.

De son côté, Gilles Millon, propriétaire d'Usage du monde à Cronembourg, a instauré un système de fichier lecteur. Si le client l'accepte, il est enregistré sur un fichier informatique qui récapitule ses achats, ses lectures, ses goûts, ses coups de cœur ou ses déceptions. En contrepartie, une lettre d'information électronique le tient informé des dernières parutions de ses auteurs favoris. Une manière d'entretenir le contact avec le client, mais cette fois-ci, sur Internet.

Neuf libraires de la CUS vont plus loin et proposent d'acheter leurs



©Rémi Carlier/Cuej

■ La plupart des libraires proposent un avis sur les livres qu'ils ont préférés. Quai des Brumes utilise des post-it.

## 17%

des livres ont été vendus en ligne en 2013.

## 2000

personnes en moyenne fréquentent la librairie Kléber chaque jour.

livres via leur site internet. Si c'est une manière de se mettre sur le même créneau qu'Amazon et les sites de vente en ligne, cette activité n'est pas concluante. « Le problème vient de la visibilité », pour Dominique Ehrengarth. Les petits libraires sont en effet mal référencés sur les moteurs de recherche où ils apparaissent bien après Amazon ou la Fnac.

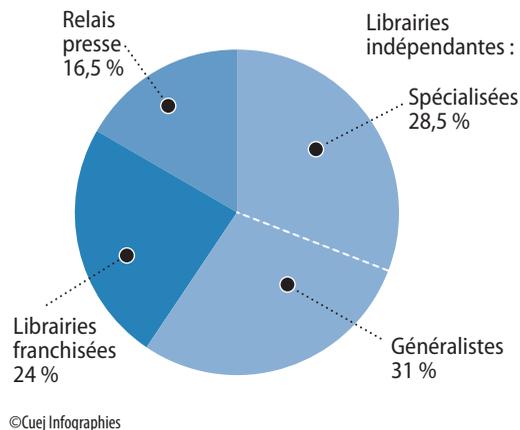
Quant aux livres numériques, Google, Amazon et Apple possèdent 90% du marché et sont en situation d'oligopole. Les 10% restants appartiennent majoritairement à ePage, une base de données française de livres numériques destinée aux professionnels. 90 000 titres y sont disponibles en ligne. La librairie Kléber utilise cette plateforme. Mais ce n'est pas rentable pour les petits libraires auxquels les lecteurs ne pensent pas au moment d'acheter un livre numérique.

Dans un contexte de crise de l'industrie culturelle, les stratégies adoptées par les petites librairies protègent des pressions que subissent les grands groupes. La plupart des libraires strasbourgeois envisagent sans crainte les années à venir. Mieux : le cercle s'élargit. Série graphique, dans le quartier de la douane, et La Parenthèse, à la Robertsau, ouvrent leurs portes au mois de mars.

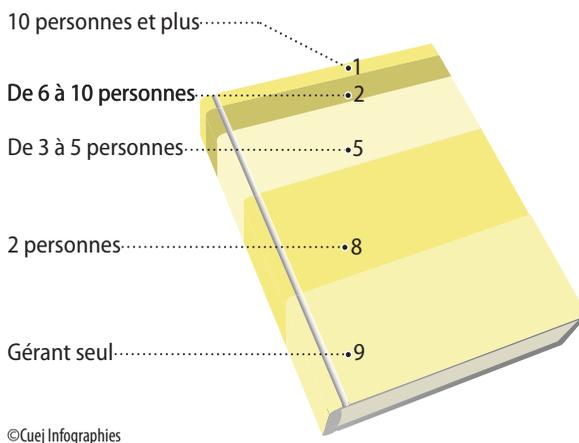
## Loi anti-frais de port

En janvier, le Sénat a adopté en première lecture une proposition de loi visant à interdire aux plateformes d'achat de livres en ligne de cumuler les réductions de prix. Principal vendeur visé : Amazon, qui propose la gratuité des frais de port, en plus du rabais de 5% sur les livres prévu par la loi Lang. Une pratique jugée déloyale par les autres libraires. Le texte, dite loi anti-frais de port, doit encore être adopté par les députés.

### 42 POINTS DE VENTE

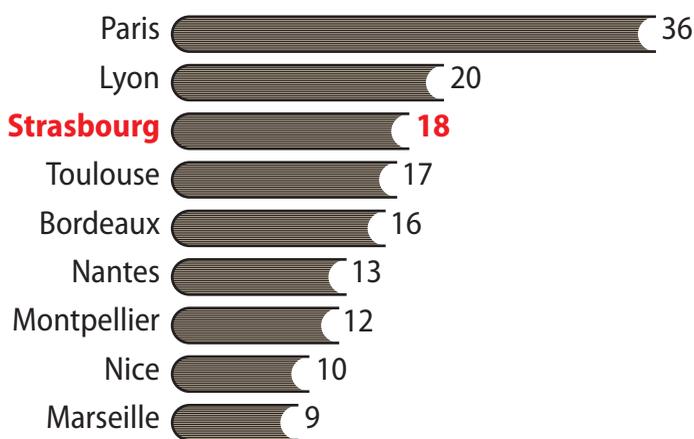


### NOMBRE DE SALAIRES DANS LES 25 LIBRAIRIES INDEPENDANTES

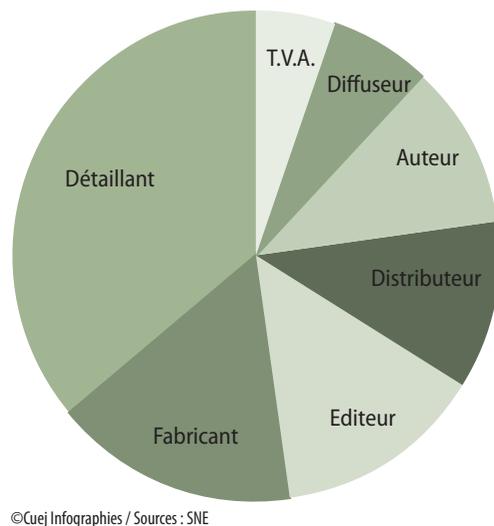


### NOMBRE DE LIBRAIRIES PAR HABITANT EN FRANCE

Pour 100 000 habitants



### REPARTITION DU PRIX D'UN LIVRE PAPIER



Les strasbourgeois bénéficient d'un véritable îlot culturel : la Communauté urbaine de Strasbourg se hisse à la troisième place des grandes villes au nombre de points de vente par habitant, après Paris et Lyon, alors que la capitale alsacienne est seulement septième au classement de la population. Flatteur, ce constat bénéficie du patrimoine culturel historique de la région hérité de Gutenberg. Deux-tiers des commerces de livres sont tenus par des libraires indépendants. Ils se portent plutôt bien : sur les 25 librairies recensées, dont 23 à Strasbourg, 16 déclarent un chiffre d'affaires stable ou en hausse sur les trois dernières

### Une dizaine

de librairies ont fermé durant la dernière décennie.

années. Dix librairies ont ouvert leurs portes entre 2004 et 2014 tandis qu'une dizaine ont disparu. Les librairies les plus dynamiques sont aussi souvent les plus petites. Elles sont gérées par une ou deux personnes. Le marché local contraste avec la tendance nationale marquée par une légère baisse ces dernières années et illustrées par les difficultés des librairies Chapitre. La CUS se différencie aussi nettement de Mulhouse, dans le Haut-Rhin, qui compte moins de cinq librairies indépendantes, concurrencées par des grandes surfaces spécialisées comme Cultura, une enseigne absente à Strasbourg.

# Une nouvelle page à la Robertsau

*Fin mars, la librairie Parenthèse ouvrira ses portes rue Bœcklin. Derniers préparatifs pour sa propriétaire en reconversion professionnelle.*

**D**ans sa future librairie de la rue Bœcklin, le téléphone n'arrête pas de sonner. « Des personnes m'appellent déjà pour me commander des livres, sourit Claudia Fleischner. Mais la boutique n'est même pas encore ouverte et je n'ai pas reçu toutes mes commandes ».

A 57 ans, cette amoureuse des livres a décidé de s'installer à son compte dans le quartier de la Robertsau. « J'ai racheté le fonds de commerce d'une ancienne librairie, La Parenthèse, qui était tenue par Renaud Arnold. Je crois qu'à la fin il en avait assez, alors il a décidé de vendre ». Les rayonnages, le comptoir et les portants étaient déjà là. Seule une inscription « Librairie » sur la vitrine a été rajoutée, pour plus de visibilité.

Après trois décennies passées à la Fnac, dont quinze ans comme chargée de communication, elle a profité d'un plan social pour reprendre ses études. « Je me suis inscrite à la licence professionnelle librairie et métiers du livre à l'Université de Haute Alsace, à Mulhouse. Je me suis retrouvée dans une promotion d'une vingtaine de personnes avec des étudiants sortis de bac

+2 et des adultes en reprise de formation comme moi. A la fin de l'année, j'ai passé mon oral de mémoire en même temps que mes enfants », s'amuse-t-elle. Cette formation se déroule d'octobre à mai, avec neuf à douze semaines de stage en librairie. Plusieurs options s'ouvrent ensuite aux diplômés. Tous ne peuvent pas acheter leur propre boutique. Beaucoup sont embauchés dans une librairie indépendante ou un groupe. D'autres continuent leurs études, par exemple en master édition à l'Université de Strasbourg qui ouvre à une gamme plus large de métiers.

## De nombreuses formalités

Mais ce n'est pas toujours facile de débarquer dans un nouvel univers, quand bien même on est passionné. « Une fois le local acquis et les formalités bancaires achevées, il y a encore tout le côté administratif qui peut être compliqué à gérer. Pour la comptabilité, je crois que je vais être obligée de demander de l'aide à l'un de mes amis ».

Même chose pour les livres à commander parmi les quelques 700 000 références disponibles. « Je suis abonnée à un logiciel spécifique aux librairies.



© Antoine Laroche/Cuej

**■ Claudia Fleischner prépare l'ouverture de sa librairie, La Parenthèse, rue Bœcklin, prévue fin-mars.**

Il faut ensuite démarcher les maisons d'édition en expliquant que l'on s'installe », détaille Claudia Fleischner. Souvent ces dernières envoient un représentant qui apporte un catalogue dans lequel les libraires choisissent les ouvrages qu'ils comptent vendre. Le choix des commandes doit être intelligent, même si les libraires disposent d'un délai de paiement : ils ne payent les livres que deux mois après les avoir reçus. Il vaut mieux alors les avoir vendus.

## 30%

C'est la marge moyenne tirée de la vente d'un livre pour la librairie.

Les best-sellers comme ceux de Marc Lévy permettront à Claudia Fleischner d'assurer un chiffre d'affaires minimum. On trouvera sans doute ces ouvrages dans sa librairie au milieu des polars et de la littérature anglo-saxonne qu'elle affectionne. De plus, un coin sera spécialement dédié aux enfants, un partenariat est d'ailleurs prévu avec la médiathèque de la Robertsau. La future librairie pense aussi aux livres de cuisine et de jardinage, afin d'attirer la clientèle de ce quartier résidentiel où beaucoup de maisons possèdent un jardin. La Parenthèse s'ouvrira l'avant-dernière semaine du mois de mars, en espérant qu'elle ne se referme pas de sitôt.



**■ Ruth Brunner, d'Ostwald**

« Pour acheter mes livres, je me rends à la librairie d'Illkirch, sinon je vais à la Fnac au centre-ville. J'achète aussi sur Internet, quand une de mes filles a besoin d'un ouvrage et que je n'ai pas le temps d'aller en librairie. J'ai une liseuse que j'utilise en déplacement, ce qui m'enlève le poids des livres. »

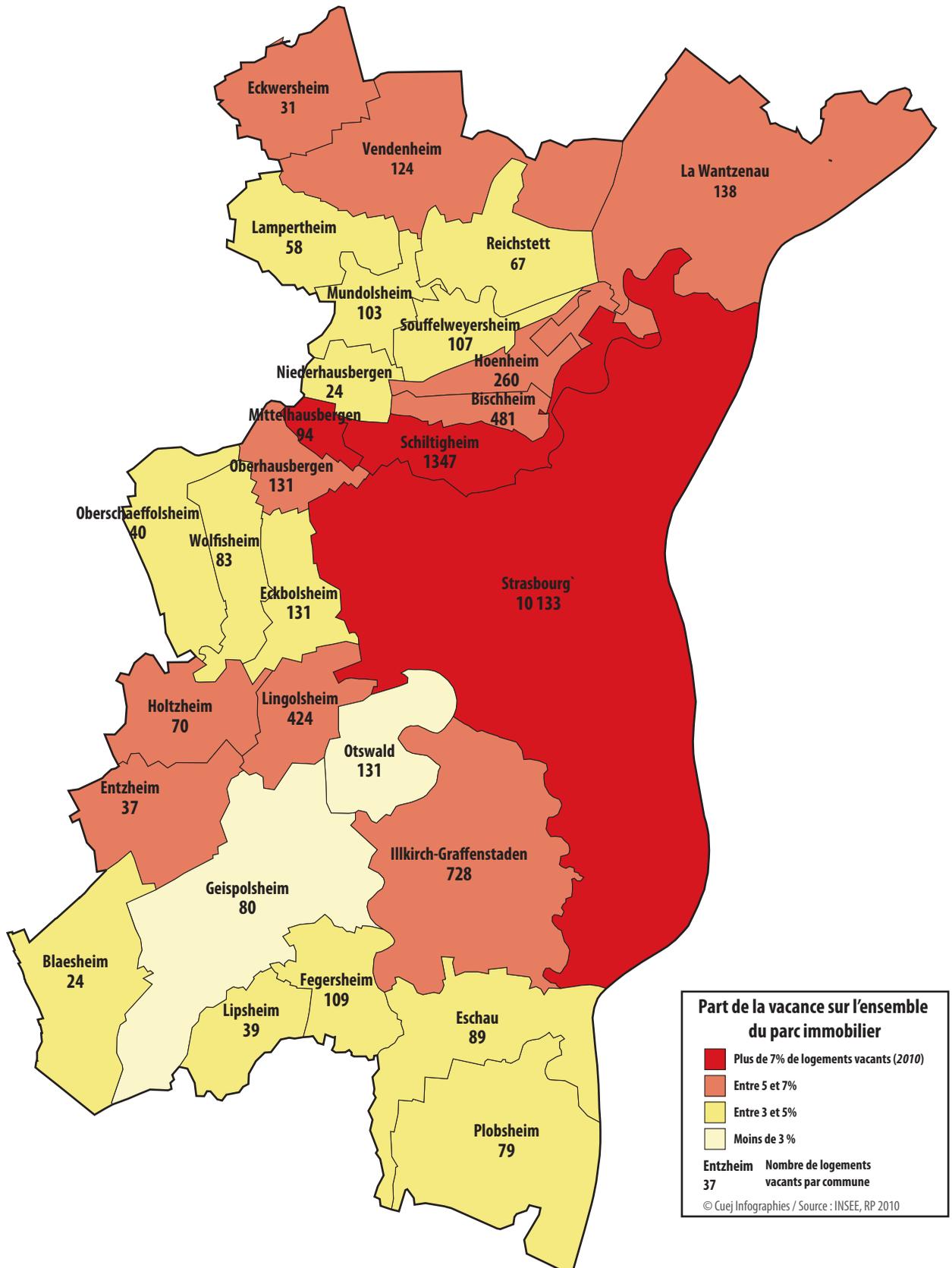


**■ Eliane Bittner-Gaye, de Strasbourg**

« Je ne vais pas sur Internet, je n'ai ni ordinateur ni portable. J'aime aller dans les librairies comme Kléber ou Quai des brumes. J'aime y écouter les présentations de livre par les auteurs pour ensuite les acheter, c'est tout à fait autre chose que d'acheter sur Amazon. Les librairies dégagent une âme. »

**Dossier réalisé par :**  
**Rémi Carlier,**  
**Marie Foult,**  
**Sophie Guignon,**  
**Antoine Laroche**

# Des logements toujours vacants



**9000**  
logements  
seraient vacants  
à Strasbourg  
selon Alain Jund

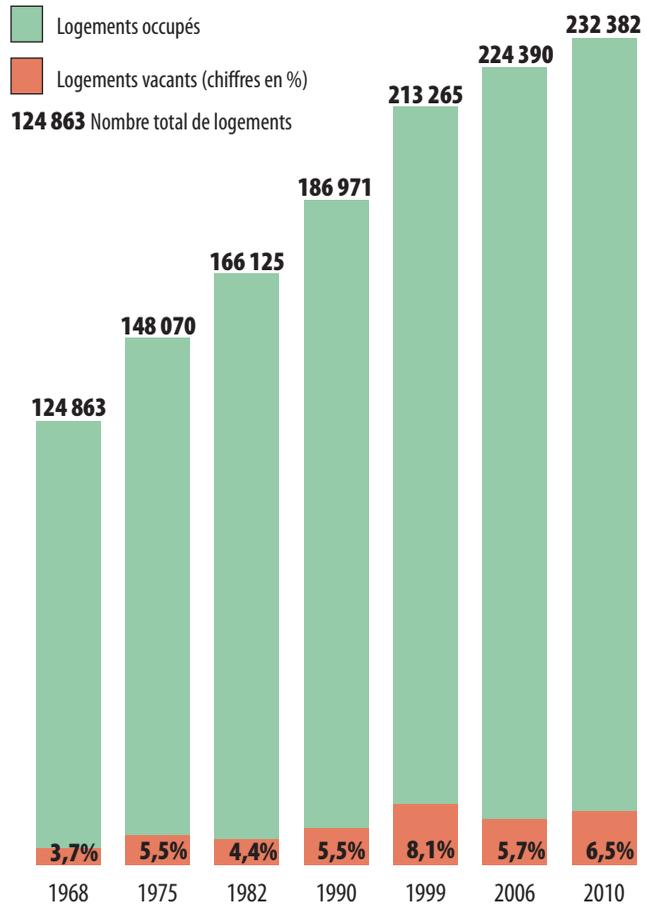
**15 000**  
logements  
étaient vacants  
dans la CUS en  
2010

**1000**  
logements  
concernés par la  
TLV à Strasbourg  
en 2011

Comparé à 1999, le taux de vacances des logements est à la baisse dans la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS). Le réduire encore de façon conséquente paraît difficile, malgré la volonté affichée par Alain Jund, adjoint sortant à l'urbanisme et candidat Europe-Ecologie-Les-Verts aux élections municipales. La vacance englobe de multiples réalités : des logements inoccupés proposés à la vente ou à la location, d'autres déjà attribués et en attente d'occupation, ou encore conservés sans affectation précise par leurs propriétaires. Les chiffres de l'INSEE recouvrent l'ensemble de ces cas de figure. Rapportés à l'ensemble de la CUS, ils font état de plus de 15 000 logements vacants en 2010. En 2011, Strasbourg a instauré la Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV), devenue Taxe sur les logements vacants (TLV) en 2013, qui s'applique à 22 des 28 communes de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS). En 2011, la THLV a concerné 1000 logements et a rapporté plus de 400 000 euros à la Ville. Elle vise à dissuader les propriétaires de laisser leurs logements inoccupés.

**Maxime Battistella**  
**Jonathan Klur**  
**Pierre Lemerle**

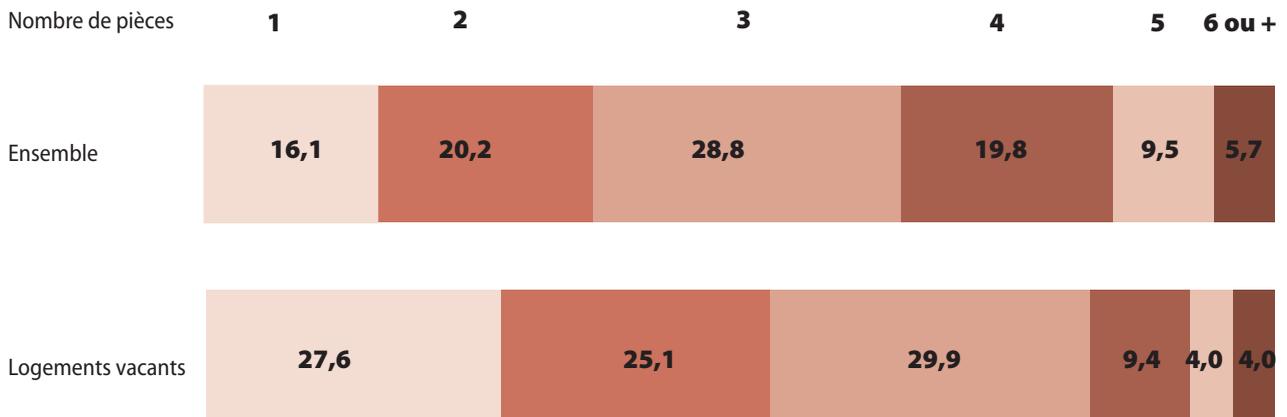
**LOGEMENTS VACANTS : UN PROBLEME QUI DATE**  
Évolution de la part des logements vacants de 1968 à 2010



© Cuej Infographies / Source : INSEE, RP 2010, RP 2006, RP 1999, RP 1990, RP 1982, RP 1975, RP 1968

**RÉPARTITION DES DIFFÉRENTS TYPES DE LOGEMENTS À STRASBOURG**

Chiffres en pourcentages (%)



© Cuej Infographies / Source : INSEE, RP 2010

# Le laboratoire qui voit en grand

Installé sur le campus universitaire de Cronenbourg, un microscope à effet tunnel permet de mieux appréhender l'univers de l'infiniment petit.

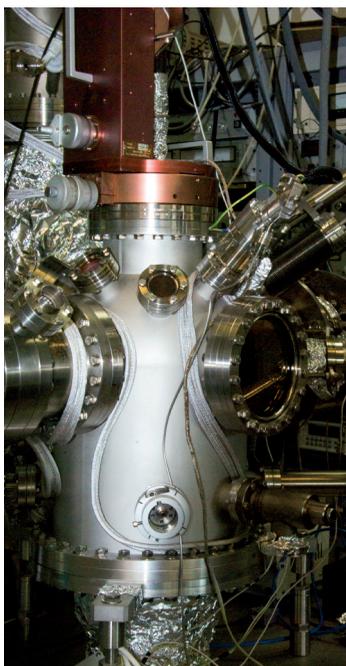
Les chercheurs s'en approchent avec précaution tant il est précieux : le microscope à effet tunnel occupe tout l'espace de cette petite pièce du rez-de-chaussée de l'Institut de physique et de chimie des matériaux (IPCM) de Strasbourg, à Cronenbourg. Il trône, enveloppé de papier aluminium, relié par des fils tentaculaires aux appareils de commande placés contre les murs. Des tubes s'écartent de son corps parsemé de hublots laissant voir ses entrailles aux reflets dorés.

Contrairement aux appareils utilisés par des chercheurs inscrits sur de longues listes d'attentes, ce microscope est si complexe que seuls certains heureux élus le manipulent. « Il faut un an, un an et demi pour apprendre à être autonome dessus, estime Guillaume Schull, chargé de recherche au CNRS, membre permanent de l'équipe qui voltige autour de cette pièce. Si des chercheurs d'autres laboratoires ont besoin du microscope, nous réalisons les expériences pour eux ».

Avec cette machine, les chercheurs explorent le monde de l'infiniment petit. Dans la vie de tous les jours, les objets obéissent aux lois de la physique classique, « mais dans l'infiniment petit, ces règles sont bouleversées, on bascule dans le domaine du quantique, explique Guillaume Schull. Avec le microscope, on cherche à comprendre le fonctionnement des choses à ce niveau-là, pour voir comment les utiliser ».

Installé à l'IPCM en 2007, le microscope en lui-même n'est pas grand, mais il lui faut un outillage sophistiqué pour fonctionner : les manipulations se font à des températures atteignant les -269 degrés, avec une pression un milliard de fois plus basse que celle que l'on connaît au quotidien. Des conditions extrêmes qui restent confinées à l'intérieur, les chercheurs peuvent s'en approcher sans tenue particulière.

« Ce microscope a été le fil conducteur de mes recherches, résume Guillaume



■ Le microscope à effet tunnel est installé à l'IPCM depuis 2007.

Schull, arrivé à l'IPCM en 2010, après une thèse et trois ans de postdoc en Allemagne. Pour moi, il a toujours eu un côté un peu magique. »

## Un financement difficile

Cette magie a un coût : en plus des liquides utilisés pour maintenir des températures très basses au sein de la machine, il faut aussi financer la maintenance et les frais d'électricité du microscope. Le tout pour une somme avoisinant les 25 000 euros par an, auxquels s'ajoutent les salaires des doctorants.

Or, pour la recherche fondamentale, l'argent manque et devient de plus en plus difficile à obtenir. Guillaume Schull passe des heures dans son bureau, à la recherche de fonds : « Le CNRS finance les salaires des chercheurs titulaires. Le reste, on l'obtient en répondant à des appels à projet de diverses institutions. » Parmi les principaux critères de sélection, le nombre et la qualité des publications pèsent toujours plus. D'où l'importance de la découverte récente de la plus petite lampe du monde, réalisée avec le microscope et publiée par l'ensemble de l'équipe.

« C'est un énorme encouragement pour nous, se réjouit Yannick Dappe, ancien de l'IPCM, désormais chercheur au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) de Saclay, chargé de la partie théorique du projet. Comme il s'agit d'une première mondiale, la nouvelle a été énormément relayée au sein de la communauté scientifique ». Un succès qui a rapidement dépassé les chercheurs et déteint sur le grand public. « On fait ce métier avant tout par passion, mais des découvertes comme celle-ci nous donnent vraiment l'impression de contribuer aux avancées de la science ».

En donnant plus de visibilité à l'équipe de l'IPCM, cette découverte augmente ses chances de financer la suite de ses recherches avec le microscope, qui reste là, impassible, ignorant l'agitation toute macroscopique qu'il provoque.

**Luana Sarmini-Buonaccorsi**

## Une découverte lumineuse

Dans un article paru dans la *Physical Review Letters*, le 31 janvier, Guillaume Schull et son équipe exposent leur découverte de la plus petite lampe du monde. Grâce au microscope à effet tunnel, les chercheurs de l'IPCM ont établi qu'une molécule correctement stimulée produit de la lumière, tout comme les diodes électroluminescentes (plus couramment appelées LED), ces petites lumières de nos appareils électroniques. Cette découverte pourrait trouver des applications concrètes dans la miniaturisation des systèmes électroniques, qui permettrait de concevoir des ordinateurs ou des portables toujours plus puissants.

**Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), Université de Strasbourg.**

11 rue du Maréchal Juin  
CS 10068  
67046 Strasbourg  
Tél : 03 68 85 83 00  
<http://cuej.unistra.fr>  
<http://cuej.info>

**DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :**  
Nicole Gauthier

**ENCADREMENT :**  
Pascal Bastien,  
Catherine Daudenhan,  
Daniel Muller,  
Alain Pèter

**RÉDACTEUR EN CHEF :**  
Marie Foult

**ICONOGRAPHIE :**  
Pierre Lemerle

**RÉALISATION :**  
Maxime Battistella  
Rémi Carlier  
Jean Chamoulaud  
Sébastien Duhamel  
Marie Foult  
Sophie Guignon  
Jonathan Klur  
Antoine Laroche  
Pierre Lemerle  
Milena Peillon  
Cécile Pollart  
Julien Pruvost  
Luana Sarmini-Buonaccorsi  
Amaury Tremblay  
Alix Van Pée

**PHOTO DE UNE :**  
Sophie Guignon

**INFOGRAPHIE :**  
Maxime Battistella  
Sébastien Duhamel  
Jonathan Klur  
Antoine Laroche  
Pierre Lemerle  
Amaury Tremblay

**IMPRESSION :**  
Valblor, Illkirch  
ISSN 2268-7602